

MOTION

Luxembourg, le 24 octobre 2019

Dépôt : David Wagner

Concerne : Situation politique dans la Généralité de Catalogne

La Chambre des Députés du Grand-Duché du Luxembourg, considérant:

- Qu'en date du 14 octobre 2019, la Cour Suprême espagnole a condamné pour délit de sédition plusieurs anciens membres du Gouvernement de la Généralité de Catalogne et des leaders du monde associatif allant jusqu'à un total de 100 années de prison et 99 années d'inéligibilité ;
- Que la détention provisoire a été qualifiée d'abusive et de totalement injustifiée par des organismes et des entités internationales travaillant dans le domaine des droits humains, tels que le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire, Amnesty International, International Trial Watch, le réseau international EuroMedRights, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme et même le Conseil de l'Europe ;
- Qu'en date du 18 juin 2019, le Groupe de travail sur la détention arbitraire des Nations Unies a considéré que la détention de quatre anciens membres du Gouvernement de la Généralité de Catalogne était illégale et sans aucun fondement pénal, ainsi que contraire aux articles 2, 9-11, 18-21 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et aux articles 2, 14, 19, 21, 22, 25 et 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;
- Que les manifestations et grèves générales se sont soldées par plus de 500 personnes blessées, plus de 170 personnes arrêtées desquelles 21 ont été envoyées en prison et 19 personnes hospitalisés ;
- Qu'au sein de l'Union européenne, les conflits d'ordre politique devraient être réglés par un dialogue politique entre les parties concernées et sans usage disproportionné de la force policière ;
- Que la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg tient bien compte de la vive controverse sur le statut de la Catalogne et l'avenir de l'Espagne et qu'elle n'entend pas se positionner quant au fond du conflit ;

Invite le Gouvernement :

- à exprimer auprès du Gouvernement espagnol sa vive préoccupation par l'absence de tout dialogue entre les Gouvernements de la Généralité de Catalogne et de l'Espagne et à les inciter à ouvrir des voies de dialogue politique.

- à exprimer auprès du Gouvernement espagnol sa vive préoccupation sur la situation des personnes emprisonnées et que des voies légales soient trouvées afin qu'ils puissent récupérer leur liberté et leurs droits politiques ;
- à exprimer auprès du Président du Conseil européen et du Président du Parlement européen la nécessité que les institutions européennes jouent leur rôle dans la résolution de cette grave crise.

David Wagner



Sven Clement



Marc Baum



Marc Goergen

